



**POUR UN PLAN D'URGENCE POUR
LES ÉCOLES, COLLÈGES, LYCÉES, SERVICES ET L'UNIVERSITÉ
STOP à l'impréparation, à la désorganisation et au mépris
Toutes et tous en grève mardi 10 novembre**

L'intersyndicale CGT Educ'Action 38, CNT Educ 38, FNEC FP FO 38, PAS 38, SNES-FSU 38, Sud Education 38 et UNEF 38 **dénonce la remise en question de l'organisation de l'hommage à Samuel Paty dans les établissements ainsi que la récupération à des fins basement politiques, dangereuses et nauséabondes du drame effroyable de son assassinat** et la gestion une fois de plus chaotique, ubuesque et scandaleuse de cette rentrée de novembre de la part du ministère de l'Éducation Nationale et de l'ensemble du gouvernement. Une nouvelle fois, nous subissons des injonctions contradictoires, tardives et difficilement applicables et ce, sans temps banalisé de concertation des équipes. Ce manque de considération envers notre travail, envers nos élèves, leurs familles, les personnels de direction de l'école ou des établissements et les collectivités territoriales est inacceptable.

Des mesures significatives, diminution des effectifs par section dans les établissements, moratoire sur les fermetures de classes, recrutements massifs de personnels à hauteur des besoins, auraient dû être prises à l'issue du premier confinement **pour ne pas avoir à choisir entre santé et scolarité.**

Le pays est de nouveau plongé dans un confinement qui prive la population de libertés fondamentales et ce gouvernement le justifie en prévision de la saturation des lits de réanimation alors que près de 80 000 lits ont été supprimés depuis 2003 dans les hôpitaux.

L'intersyndicale condamne aussi avec la plus grande fermeté la violente répression de la police dont des lycéen-ne-s sont victimes une fois de plus.

Si nos organisations sont favorables au maintien de l'ouverture des écoles, collèges, lycées et des universités, il serait inacceptable que les établissements scolaires se transforment en « garderie » uniquement pour permettre la continuité de l'activité économique. **Notre mission c'est d'enseigner !**

Le confinement du printemps dernier s'est traduit pour nos élèves les plus fragiles par le décrochage et le renforcement des inégalités. Il est donc urgent, pour maintenir les écoles et les établissements ouverts, de leur attribuer les personnels et les moyens nécessaires pour garantir les enseignements dans des conditions sanitaires acceptables.

L'allègement des effectifs est donc indispensable pour mener à bien nos missions et nous exigeons la création immédiate des postes de titulaires nécessaires pour pallier au manque de personnels et aux problèmes de remplacements, en commençant par le recours aux listes complémentaires des concours.

Nous demandons de même la création de personnels territoriaux qui interviennent dans les établissements et les écoles. Les moyens pour l'entretien des locaux doivent permettre à tout moment le respect des règles sanitaires, de même pour les temps de restauration et d'accueil périscolaire.

Le ministère doit assumer sa responsabilité en matière de protection des personnels et des élèves : masques appropriés, distanciation dans les classes, points d'eau en nombre suffisant, accès à la médecine de prévention, suivi des personnels et des élèves.

Les CHSCT doivent jouer pleinement leur rôle sans être entravés dans cette période où les personnels en ont grand besoin. Nous réaffirmons notre opposition à leur suppression programmée. Malgré la crise sanitaire, **le ministre Blanquer poursuit ses réformes destructrices** contre l'avis de l'ensemble de la communauté éducative, à l'image de son Grenelle de l'Éducation qui ne laisse rien présager de bon. Il se pose aujourd'hui en défenseur de la liberté d'expression alors qu'il n'a de cesse de poursuivre, menacer et réprimer les collègues qui s'expriment contre ses réformes comme nos collègues de Melle dans l'académie de Poitiers. **Toutes les poursuites engagées à leur encontre et toutes les sanctions doivent être levées.**

Le Ministère de l'Éducation Nationale, dont le ministre est plus que jamais délégitimé par ses méthodes et ses propos dans les médias, doit en urgence entendre les personnels sur leurs revendications et notre ministre actuel doit démissionner.

Dans la crise sanitaire, sociale et économique que nous vivons, une autre politique éducative qui réponde aux enjeux de l'enseignement dans les écoles, collèges, lycées générales, professionnels et technologiques et à l'université est possible.

Pour cela l'intersyndicale appelle l'ensemble des collègues à être en grève mardi 10 novembre et à :

- ★ Se réunir le matin en AG dans leur école, établissement, secteur, etc. pour débattre des modalités d'actions y compris par la grève, pour formuler les revendications sur le sanitaire, les organisations nécessaires et les moyens, s'adresser aux parents, à la Région, au Conseil départemental, aux élus, ...
- ★ Et à Participer massivement à la manifestation à 14h devant la préfecture de Grenoble ;
Conditions sanitaire : port du masque obligatoire et distanciation d'un mètre à respecter.
Pour se déplacer : utiliser l'attestation de déplacement dérogatoire pour activité professionnelle en cochant la 1^{ère} case
- ★ Pour un plan d'urgence Éducation avec des effectifs allégés, des moyens humains et du matériel à la hauteur des besoins du service public d'éducation et en soutien à tous les autres services publics démantelés : création rapide et massive de postes et de classes ;
- ★ Pour des mesures de protection de l'ensemble des personnels, des élèves et de leurs parents afin de maintenir les cours en présentiel de l'école à l'université ;
- ★ Pour des conditions de travail dignes de tous les personnels (agent.e.s des collectivités territoriales, contrats précaires : AESH, AED, contractuel.le.s, vacataires ...);
- ★ Pour la hausse immédiate des salaires et des pensions sans contrepartie et l'ouverture immédiate de négociations en vue d'un rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 20 ans ;
- ★ Pour la démission de notre ministre Jean-Michel Blanquer ;
- ★ Pour le respect des libertés et des droits et la levée des poursuites et sanctions contre les personnels et militant.e.s syndicales et syndicaux et contre la répression des lycéennes et des lycéens.

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
LE MARDI 10 NOVEMBRE 2020
14H00 - MANIFESTATION
AU DÉPART DE LA PRÉFECTURE DE
GRENOBLE**

Pour se déplacer : utiliser l'attestation de déplacement dérogatoire pour activité professionnelle en cochant la 1^{ère} case